

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
25 décembre 2008
N° 2059
1,22 €

Demos : 28.12, soutien aux
prisonniers politiques basques

Institution, EHLG

EUSKAL HERRIKO
LABORANTZA GANBARA

Urte berriko ametsak

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Amets bat egin dut

Euskal Herri eder batetaz egin izan dut ametsa
Ez dela nehoiz bururatuko nehork ez dezala pentsa
Zer zoriona euskaldun seme bakoxtak sendi baleza
Gau ezti batez ametsak eni utzi dautan esperantza.

Ametsak zuen beribilean johan nintzen bidez-bide
Herri seinale erdarazkoak norbaitek zituen gorde
Euskara batu garbi eder bat zagon erdararen orde
Lehen aldikotz ikusi nuen bidea neure haurride.

Bakezko bizi eder bat zoan hiri eta herrietan
Euskara baizik ez zen aditzen bakoxtaren ezpainetan
Euskal Herria libratua zen bere haurrak belautetan
Herria ukatua zutenak zoatzila nigarretan.

Arraboteak beteak ziren gaztez eta pilotariz
Ostatuetan entzun zitaiken kantu xaramela ainitz
Lehengo etxe xahar ederrak zagotzin elgarri irriz
Ikurriñaren pare zirela gorri berde eta xuriz.

Laborariak ikusten ziren pentze eta alorretan
Langileak ere goizetik arats zirela lantegietan
Denak gogotik zauden lanean xede bera bihotzetan
Indar handi bat egin dezagun Herria azkartzekotan.

Jenden artean ez zen senditzen ez urguilu ez herrarik
Lehenagoko etsaia ere errespetatzen zelarik
Gureak ziren seme martirak maitasunez estalirik
Euskal Herria askatua zen eta gerlak ehortzirik.

Gure herriak orai artean zonbat odol [ez] du ixuri
Horrela luzaz bizi litaiken neri ez zeraut iduri
Gaurko amets hau gerta dadien Herriaren salbagarri
Euskal Herriko seme alabak egin zaizte ameslari.

Ernest Alkhat (1951-2008)

Machiavélisme

MERCREDI 10 décembre 2008. 60^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Hommages appuyés, promesses, engagements solennels. Partout dans le monde, des femmes et des hommes respectés, des dirigeants politiques saluent la portée du texte fondateur, évoquant les progrès effectués sans omettre de rappeler qu'un long chemin reste à parcourir, semé d'embûches, et que l'idéal fraternel proclamé par la Déclaration est encore bafoué dans bien des cas, sacrifié sur l'autel de «l'intérêt supérieur» des Etats.

Ce jour-là, en Espagne, paraît un article du quotidien El Mundo où l'on apprend que depuis octobre, le gouvernement socialiste de Jose Luis Rodriguez Zapatero a entamé un processus de rapprochement du Pays Basque d'une dizaine de prisonniers d'ETA. Etonnant. Cette vieille revendication abertzale obtient subitement un écho favorable alors que dans le même temps, Amnesty International dénonce les «actes de torture et de mauvais traitements imputables aux forces de l'ordre [...]», que les conditions de détentions se durcissent, et que tout ce qui est suspecté d'avoir une quelconque relation avec l'organisation se retrouve pourchassé et persécuté au mépris des droits fondamentaux... Geste de bonne volonté? Souci soudain du respect de la législation européenne? L'on se met à penser, sans trop y croire, que Zapatero a voulu marquer l'anniversaire de la Déclaration par un acte d'apaisement symbolique, qu'il consent enfin à reconnaître aux droits de l'Homme leur portée universelle en étendant leur application aux prisonniers basques...

Mais en y regardant de plus près, l'on comprend qu'aucun de ces bons sentiments n'a motivé sa décision et que les bénéficiaires de la mesure ont été triés sur le volet. Tous ont un point commun, ils se sont montrés extrêmement critiques envers la stratégie d'ETA, réclamant un débat de fond en phase avec les aspirations de la société

ainsi que l'arrêt de la lutte armée. En rupture de ban, ils ont quitté le collectif des presos, suscitant un rejet massif de la part de la gauche abertzale qui les considère comme des parias. Leur analyse de la situation les a amenés à s'éloigner de la «Ligne», à se retrouver isolés et à voir leur photo disparaître des Herriko taberna... Cette attitude courageuse les a placés dans une position difficile mais a fait naître le débat. C'est là qu'intervient le gouvernement, justifiant la mesure de rapprochement du fait qu'ils ont «exprimé leur rejet de l'actuelle stratégie d'ETA et ont pris des positions défendant le dialogue et la négociation». Ainsi, les seuls prisonniers rapprochés sont ceux qui ont émis des critiques envers l'organisation.

Comment ne pas entrevoir la manœuvre machiavélique? A travers ce geste, Zapatero gagne sur toute la ligne: son gouvernement anéantit l'initiative des dissidents d'ETA et discrédite leur discours car ils apparaissent désormais, aux yeux de leurs anciens compagnons, comme des traîtres qui ont pactisé avec l'ennemi pour obtenir des mesures de faveur. Qui osera emprunter le même chemin qu'eux? Il parvient, par la même occasion, à diviser le collectif des prisonniers en créant la confusion et renforce ainsi l'aile dure pour qui toute remise en question de la stratégie actuelle équivaut à trahir la cause abertzale. Zapatero étouffe dans l'œuf le débat fondamental auquel doit se livrer ETA, il empêche le développement d'une réflexion salutaire, parce qu'il n'a tout simplement rien à y gagner. Mieux vaut conserver une organisation affaiblie et contrôlable que risquer de voir s'enclencher un processus civil non violent de rassemblement des forces abertzale. Sa police maîtrise la situation, la coopération transfrontalière est efficace et il apparaît aux yeux des Espagnols comme le défenseur de la démocratie tout en se drapant des vertus humanitaires de celui qui accède aux requêtes des familles de prisonniers.

(Suite dernière page) 



Paul Nikolson à Euskal Herriko Laborantza Ganbara

Politiques agricoles et crise alimentaire

... pas tant que ça, que selon le Comité catholique pour la défense de la terre au Brésil, plus de 250 défenseurs de la forêt et des peuples amazoniens, dont un évêque, soient sur la liste noire des escadrons de la mort des forestiers, éleveurs de bétail et autres producteurs de soja transgénique. 20 ans après l'assassinat de Chico Mendes, le Brésil reste un carnaval de démocratie.

... et réjoui du geste de Barack Obama nommant John Holdren, physicien d'Harvard connu pour ses positions fortes sur le changement climatique, à la tête de son équipe de conseillers scientifiques. Pendant ce temps, en France, des hurluberlus comme Allègre persistent à nier allègrement le réchauffement.

... de la volée de bois vert passée par Mgr Rowan Williams, archevêque de Canterbury et chef de l'église anglicane, à Gordon Brown, le comparant à «un toxicomane qui retombe dans la drogue», pour avoir si longtemps encouragé la spéculation et inciter à présent les ménages à dépenser sans compter. Tartaro préfère le poireau gallois, plus digeste, au chardon écossais.

... que le maire neo-franquiste de Santander fasse enlever la statue équestre de Franco, la dernière encore en place dans toute l'Espagne, pour la mettre à l'abri des dégradations dont elle était régulièrement l'objet. Enlèvement Franco de port et d'emballage, cela va de soi.

... que, le même jour, le même Iñigo de la Serna fasse également enlever la plaque commémorative de la II^{ème} république renversée par Franco. Souci d'équité après avoir liquidé l'équidé ?

... et réjoui du refus d'Alain Jriart, seul contre tous, de voter la subvention de 53 millions d'euros pour la construction de la LGV Tours-Bordeaux décidée à l'unanimité des conseillers généraux jeudi dernier à Pau. Un abertzale a toujours un train d'avance.

... et réjoui de lire dans la chronique culture du quotidien *Le Monde* de Francis Marmade intitulée «La mort d'un poète» la sentence suivante: «Le silence tricoté d'ignorance et de mépris qui a entouré dans nos contrées la mort de Mikel Laboa». Francis connaît bien son Monde.

PAUL NIKOLSON a été, durant de longues années, délégué de l'Europe à la coordination internationale de Via Canpesina. Invité par Euskal Herriko Laborantza Ganbara, pour la dernière conférence mensuelle de l'année, il nous a traité le thème de «Politiques agricoles et crises alimentaires dans le monde».



L'année 2008 aura été l'année de toutes les crises: crise énergétique avec des prix du baril jamais atteints ni imaginés auparavant; même si le prix a chuté aujourd'hui, la tendance lourde et structurelle est à la hausse. Crise de l'alimentation avec le chiffre record de 960 millions de personnes qui souffrent de famine. Crise climatique dont on ne voit probablement que le début des conséquences. Crise financière enfin, de laquelle nous ne sommes pas prêts, semble-t-il, de sortir, malgré les centaines de milliards d'euros engloutis pour tenter de l'endiguer.

Une crise du modèle de développement

Il ne s'agit pas là de crises ponctuelles voire passagères; c'est une crise systémique, une crise du modèle de développement dont les conséquences éclatent sur divers terrains: énergie, alimentation, climat, finance... Paul Nikolson est clair: il n'y a pas de retour en arrière possible. On ne peut pas revenir à la case 2007. On ne peut qu'aller de l'avant, mais comment? En même temps qu'une menace, c'est une opportunité pour mettre en place des alternatives. Ceci nécessitera des changements fondamentaux dans nos comportements, et dans les politiques économiques.

Certes par rapport aux crises, les néolibéraux ont leurs propositions:

■ Face à la crise énergétique, ils ont la réponse des agrocarburants. Ainsi, par exemple, la firme automobile nord coréenne Daewoo vient d'acheter à Madagascar 1,3 millions d'ha pour produire de l'huile de palme et du maïs pour l'éthanol. En Amazonie, les multinationales pratiquent la défore-

Michel Berhocoirigoin

tation pour développer les agrocarburants.

■ Face à la crise climatique, des quotas d'émission de CO2 sont établis pour les différents pays, avec le double sens que porte le mot quota: en même temps, c'est un seuil de pollution à ne pas dépasser, mais c'est aussi un droit à polluer jusqu'à un certain niveau. Dans nos modèles de développement, les émissions de CO2 sont, grosso modo, proportionnelles à l'importance de l'activité économique. Le système mis en place prévoit que le droit à polluer non utilisé totalement par des pays «peu développés» puisse être loué aux pays en développement qui sont en dépassement par rapport à leur quota CO2. Le marché fait feu de tout bois!

Ce système n'incite pas les pays, qui ont les moyens d'acheter le droit à polluer, à remettre en cause leurs modèles de production.

■ Face à la crise alimentaire, la réponse des libéraux, c'est de poursuivre encore plus loin dans le démantèlement des politiques agricoles, il s'agit de supprimer les outils politiques, comme la maîtrise des marchés (intervention, stockage...) Pour eux, plus les marchés seront libres, plus ils seront en mesure de satisfaire les besoins de l'humanité! Pourtant les faits leur donnent tort: les courbes en dents de scie des prix des céréales ou du lait de vache ces dernières années, montrent que le marché livré à lui-même, donc spéculatif, n'est pas capable d'ajuster la production agricole en face d'une demande alimentaire qui, elle, est stable. Et si cela ne suffit pas, les différents rapports des Nations Unies sur la faim dans le monde montrent que plus les politiques économiques se libéralisent, et plus la situation alimentaire s'aggrave. En 1960, 60 millions de personnes souffraient de famine; en 1997, ce chiffre était passé à 750 millions! Le sommet de la FAO à Rome, annonce alors l'objectif de réduire ce chiffre à 450 millions pour 2015. Via Canpesina propose la souveraineté alimentaire comme seule voie face au scandale de la faim. Malheureusement, le vent libéral qui souffle à l'OMC ou au FMI prend le dessus. En 2000, ce sont 800 millions de personnes qui ont faim, et les Nations Unies annoncent leur volonté de réduire ce chiffre de moitié à l'horizon 2020. En 2008, le chiffre du scandale atteint 960 millions et en 2009, le seuil d'un milliard d'affamés sera dépassé! 70% sont des paysans et parmi eux, 70% des femmes... Il ne s'agit pas là

d'idéologie, il s'agit de fait, de réalité. C'est la démonstration dramatique de l'échec des politiques néolibérales. Il s'agit d'une crise universelle dans laquelle le dossier agricole est central. Organiser, voire imposer des politiques agricoles sur la libéralisation des échanges internationaux est tout simplement un non sens dans la mesure où 90% de la production agricole mondiale est autoconsommée; seul 10% est échangé sur le marché mondial, et on veut nous soumettre les 100% de la production globale aux règles et aux prix de ces 10%!

2009 doit être l'année des réponses

Pour Paul Nikolson, si l'année 2008 a été l'année où les crises ont éclaté, 2009 doit être l'année des réponses. Et il y a partout des signes d'espoir. Partout, à travers le monde, il y a un débat, remise en cause, constitution de mouvements sociaux, mise en place d'alternatives au modèle en place. Partout germent d'autres modèles de relations sociales, de résistance, de propositions, d'initiatives concrètes d'une autre économie locale, sociale, d'autres rapports urbains/paysans. Les changements viendront de la base, et pas du sommet. Le plus souvent, ce sont les mouvements paysans qui en sont les moteurs, car ce sont eux qui remettent le plus fondamentalement en cause les modèles de production et de consommation. Malgré la dureté de la crise, l'heure est donc à l'espoir. La notion de souveraineté alimentaire portée par Via Canpesina depuis 10 ans apparaît comme une voie possible. Ainsi, le Président du Mali a rencontré le syndicat paysan international pour étudier comment relancer la production agricole locale cassée par les politiques de libre échange.

D'autres pays comme la Bolivie, l'Equateur, le Népal s'apprentent à faire de même. Pour Via Canpesina, il s'agit de contribuer à mettre concrètement en place cette souveraineté alimentaire avec les Etats qui en ont le choix politique.

Nikolson a également exprimé la nécessité de délégitimer les multinationales qui ont infiltré tous les lieux de pouvoir, que ce soit le G8, le G20, ou les différents sommets internationaux; tout comme la nécessité de développer de nouvelles alliances sociales: producteurs-consommateurs, ville-campagne, etc.

Pour conclure, notre intervenant a exprimé, avec conviction, qu'Euskal Herriko Laborantza Ganbara fait partie de cette multitude d'alternatives qui, à travers le monde, sont créées à la base. Excellente conclusion...

Durango 2008

BESTE Azoka bat iragan da, beste urteetan bezala Espainiako Konstituzio Eguna eta Imakulada Concepción bi festa egunen artean. Euskarazko liburu sail handia hor zen, musika mundua, euskal prentsa, multimedia ere. Krisia dela eta ez dela, dirudienek denak pozik atera dira. Jaz bezala, Iparraldeko bost mahai elgarren ondoan jarriak ziren, halako «txoko» bat eginez, Euskal Kultur Erakundearen laguntza eta nahikeriz. Anbotoko tontorra oraindik elur xuriz zen lehen egunean, euria jauts ahala arizan delarik egun gehienetan. Azoka guzietan bezala emozio oneak izan dira, nola Xabier Leteren egonaldi luzea, «Egunsentiaren esku izoztuak» bere liburuaren sinatzen, larunbatarekin, Pamielaren standean.

Liburua dela sendikortasuna eta poesiaren hedatzeko, etsipen guzien gainetik, Azokako animazio soinueta. Liburu aurkezpenak berriz egin dira aurten azokaren barneko gela batean, Kafe Antzokiko ostalua jendez betea egon delarik bere aratseko kontzertuekin batera. Durangoko Argizaiola, «ganean argi» eman duen Juan Zelaiari eman zaio, honek aspaldiko urteetan euskara enpresa munduan sartzeko egin ahalak goretsi ziren, bera osagarri arazo baten gatik ez hor

izanik ere. Etxeko gauzetaz mintzatzekotan, Agorila hor zen hamargarren aldikotz,



Les stands Hatsa, Eskualzaleen Biltzarra, Ikas, Maiatz et Gatzuzain

Maialen, Xabaltx, Oldarraren musikak salgai. Ondoan zuten Laguna Studios Xabi Peryrekin. Honek «Iparraldeko dantzak» liburuarekin arrakasta pollita bildu du, dantzen partituras CD batekin saltzen zuela. ZTK eta Paxkal Indok beren ekoizpenak agertzen zituzten musika mundukoak. Gatzuzainek «Grimmen Ipuinak I» salt-

zen zuen, Laure Gomezek ederki apaindua. Maiatzen mahainean Mixel Thikoiperen Gorraiz Azeriak arrakasta

ukan du eta ondokoan Ikasek eskaini haurrendako liburuak, hauen artean «Idazlana» Antonio Skarmeta-ren itzulpena. Ondoan, Euskaltzaleen Biltzarra eta Hatsa elkarteak bere poesi lanekin.

Eztabadak

Durango 2.300 Iparraldeak behar ote du «bere» gunea? Aurten ere galde

horrek eztabada piztu du batzuen artean. Ghetto batean ez garea sartzen etiketa horrekin? Zendako ez literatura beste argitaletxeekin eta musika gisa berean? «Ikusgarriago» izaitea zen aitazaki ofiziala. Beste alderdi aipagarria ere: hemengo mahaiantzat leku bakoitza erdi prezioetan jartzea, pobreak garenentzat estimagarri nonbait.

Artetik erraiteko: bi metro mahai 760 eurotan lau egunentzat, horra prezio maila. Pauen adibidez aurten, hiru metroentzat, elkarte batentzat 180 euro zen hiru egunentzat.

Hiru argitaletxearen baztertzeara izan da Azoka hontako gauza itsusi bezain penagarria. Eva Forest-ek sortu etxeak, gaztelarek argitaratzen duenak, ez du tokirik izan aurten. Hau dela eta hori dela, omen «gaiak ez zirela Euskal Herrikoak» diote batzuek, Gerediagaren bertsio ofiziala, «Hiruk ez duela onartu parte hartzea». Euskal Herriarentzat Evak asko eman du, Alfonso Sastre bere senarrarekin zubi frango eraiki dituzte eta borroka herrikoietan partaide izan dira beti. Duela bi urte, berriki hila zen Eva Azokan omendu zen. Bai zinez Euskal Herriaren esku izoztuak ditugula, zorizaitzez.

Lucien Etxezaharreta

Article de Pays Basque Info du 15.12.2008

Mieux vaut être jeune et riche que...

300.000 retraités d'Euskal Herria, Sud et Nord confondus, vivent dans la pauvreté. C'est ce qui ressort d'une étude publiée il y a quelques jours par le syndicat LAB et la fondation Ipar Hegoa. A défaut de chiffres officiels disponibles en Hegoalde, l'enquête a porté sur un échantillon représentatif de 1.600 personnes interrogées. Par contre, les sources utilisées pour Iparralde sont des données officielles.

EN ces temps de crise économique qui rend plus difficile la vie des plus modestes, les résultats de l'enquête donnent à réfléchir. Ainsi, il y a 655.746 retraités en Euskal Herria. La moyenne des retraites qu'ils perçoivent s'élève à 876€ par mois. Entendons-nous bien: il s'agit bien de la moyenne, c'est-à-dire, la somme totale des pensions versées, divisée par le nombre de bénéficiaires. Et non de la retraite médiane, montant qui sépare les 50% qui touchent des pensions plus élevées des 50% qui touchent des pensions moins élevées.

Naturellement, ce chiffre de 876€ cache bien des disparités, entre les diverses catégories d'ayant droit, mais aussi entre le Nord et le Sud. Sans entrer dans le détail, l'étude montre que la moitié des retraites basques, 322.899 exactement, touchent moins de 715€ par mois, seuil de pauvreté dans les pays occidentaux de l'Union européenne. C'est donc la moitié des retraités basques qui vit dans le besoin: 209.169 dans une pauvreté relative,

94.781 dans une situation économique critique. Par exemple, certains retraités agricoles perçoivent moins de 500€ mensuels. Allez vivre décemment avec une telle somme si vous n'avez pas fait d'économie durant votre vie active. Ce qui explique que 63% des retraités dont la pension n'atteint pas 1.000€ disent avoir des difficultés réelles à faire face aux besoins de la vie quotidienne. Lorsque la santé se dégrade, les difficultés empirent.

Logement

La disparité la plus nette entre Hegoalde et Iparralde apparaît dans le taux d'accession à la propriété du logement. 91,6% des retraités d'Hegoalde sont propriétaires de leur logement, contre seulement 56,9% en Iparralde. Comme à l'âge de 60 ou 65 ans les emprunts contractés pour l'achat du logement sont généralement remboursés, on peut déduire que la quasi totalité des retraités d'Hegoalde et un peu plus de la moitié de ceux d'Iparralde dépensent peu pour leur logement. De surcroît, ils

se sont constitués un capital éventuellement mobilisable en cas de coup dur. Tel n'est pas le cas, en revanche, pour presque la moitié des retraités d'Iparralde qui vivent en location, ou en institutions. Ils doivent faire face à un loyer mensuel qui ampute d'autant leur pouvoir d'achat et n'ont pas de filet de sécurité en cas de besoin imprévu majeur.

Difficultés

560.448 personnes ont plus de 65 ans en Euskal Herria. 41,6% sont des hommes et 58,4% sont des femmes. L'espérance de vie des deux sexes est sensiblement analogue à celle des autres européen(és), supérieure de 7 ans pour les femmes avec une probabilité de vie pour elles de 82 ans. En Hegoalde, 17,67% des plus de 65 ans vivent seuls. Ce taux grimpe à 26,27% pour les plus de 80 ans. L'enquête pointe les difficultés particulières que rencontrent les personnes du quatrième âge (+ de 81 ans) dans leur vie quotidienne et dénonce le manque d'intérêt

des pouvoirs publics pour les personnes d'un grand âge.

En observant froidement les chiffres, on constate que la situation des retraités d'Euskal Herria n'est ni meilleure ni pire que celle des seniors des autres pays comparables de l'Union européenne, à la notable exception des pays du Nord où les pouvoirs publics portent une attention beaucoup plus grande aux catégories les plus fragilisées.

Pour le niveau des pensions et le bien-être de ses retraités, Euskal Herria se situe dans la moyenne européenne. Mais notre pays devrait se situer assez nettement au-dessus de cette moyenne puisque son PIB per capita, au Sud comme au Nord, est plus élevé que la moyenne de la richesse par tête produite dans l'Union. On produit en Pays Basque suffisamment de richesse pour porter une attention accrue à toutes celles et tous ceux qui, au soir d'une vie de travail, méritent assurément la reconnaissance et la considération de la société.

Philippe Marlière, Maître de conférences en science politique, à University College London

Bobby Sands : mourir pour des idées



Robert Gerard Sands, komunzki Bobby Sands deitua (1954-1981), irlandar errepublikanoa, IRAko kidea, gose grebaren ondorioz hila Ipar Irlandako Maze kartzelan.

Le 5 mai 1981, Bobby Sands, membre de l'Irish Republican Army (IRA) emprisonné dans la prison du Maze près de Belfast, meurt après une grève de la faim qui a duré 66 jours. L'annonce de son décès provoque des scènes de violence en Irlande du Nord. Plus de 100 000 personnes assistent à son enterrement. C'est à Steve McQueen, jeune cinéaste britannique, que l'on doit la mise en scène de cet épisode crucial de la lutte indépendantiste irlandaise. *Hunger* (Faim) a reçu la Caméra d'or, consacrée à un premier film en lice dans toute les sélections lors du festival de Cannes 2008.

Une tragédie grecque

Hunger ne retrace pas les quelques quarante années de troubles en Irlande du Nord. A cet égard, le film est peu politique car la caméra n'essaie pas de donner un sens global au combat indépendantiste. A l'exception de rares séquences extra-muros, l'ensemble de l'action se déroule dans l'univers claustrophobique de la prison du Maze. Une telle approche est assez peu pédagogique, car elle n'explique pas aux

spectateurs les plus jeunes ou les moins politisés, dans quelle mesure les événements de l'été 1981 ont pesé de manière fondamentale dans l'évolution du conflit.



"Steve McQueen zinegile gazteak, Hunger (Gosea) filmarekin, Irlandar independentziaren aldeko borrokaren pasarte erabakigarri bat tratatzen du"

A travers la figure-martyr de Bobby Sands, McQueen souhaite se concentrer sur deux aspects majeurs de la résistance nationaliste : d'une part, la nature totalitaire de l'ordre militaire imposé par l'Etat britannique sur l'île. D'autre part, en filmant minutieusement la lente déchéance physique et psychologique de Bobby Sands, McQueen propose une lecture quasi-métaphysique du jeûne : peut-on se laisser mourir de faim pour la défense d'une cause ? Peut-on volontairement mourir pour des idées ?

L'une des scènes les plus dures de ce film éprouvant montre un groupe de détenus républicains qui courent, nus, dans les couloirs de la prison. Ils tombent bientôt nez-à-nez avec un groupe de gardiens de prison en tenue anti-émeute. Ces derniers rouent les prisonniers de coups de matraque. Ce moment de sauvagerie sadique est pourtant le lot quotidien des prisonniers. Il illustre à l'envi la décision prise par l'Etat britannique de se débarrasser d'un problème politique par la violence.

Telle une tragédie grecque, le film se décompose en trois actes. Dans un premier temps, l'action évoque la campagne dite du dirty protest. La seconde séquence est un dialogue entre Bobby Sands et un prêtre catholique venu lui rendre visite. La scène dure 22 minutes ; 22 minutes d'un dialogue ininterrompu et tendu pendant lequel les deux hommes s'opposent sur la question de la grève de la faim : pour Sands, il s'agit d'un moyen au service d'une fin politique ; pour le prêtre, cette décision est hautement immorale. La troisième partie détaille les 66 jours de jeûne



Philippe Marlière

Michael Fassbinder, l'acteur irlandais-allemand qui joue le rôle de Bobby Sands, a jeûné pendant 10 semaines avant de tourner la troisième partie du film.

Protestations et répression

La "protestation des couvertures" (*the blanket protest*) commence en septembre 1976 : un membre de l'IRA emprisonné refuse de revêtir l'uniforme des prisonniers de droit commun et demande, en tant que détenu politique, à conserver ses propres vêtements. Les autorités de la prison refusent d'accéder à sa demande arguant d'une nouvelle loi qui ne reconnaît plus aux membres de l'IRA le statut de prisonnier politique. Les combattants de l'IRA sont dorénavant considérés par l'Etat britannique comme des "criminels de droit commun". Entièrement nus dans leurs cellules, été comme hiver, les prisonniers portent sur le dos une couverture crasseuse. Leur cellule ne comporte qu'un matelas et une bible.

A partir de 1978, la lutte pour la reconnaissance du statut politique prend une autre tournure, avec la "protestation sale" (*the dirty protest*). A la suite de nouvelles violences et brimades des gardiens, les prisonniers refusent de quitter leurs cellules et de se laver. Ils défèquent et urinent dans leurs cellules, prennent leurs excréments à pleine main et en recouvrent les murs de leur geôle. Leur urine ruisselle sous la porte de la cellule jusque dans les couloirs de la prison. Les déchets s'amoncellent et pourrissent dans un coin de la cellule. Les conditions de vie des prisonniers sont totalement inhumaines.

du cadre de l'IRA, son lent déclin physique.

Les scènes de tabassage ont, selon McQueen, été tournées sans aucun truage.

Le pouvoir thatcherien à Londres ne transige pas. En octobre 1980, les premières grèves de la faim ont lieu dans le bloc H de la prison, celui où sont détenus les membres de l'IRA. La Dame de fer ne recule toujours pas et le mouvement est interrompu avant d'avoir obtenu gain de cause. Entre alors en scène Bobby Sands, incarcéré depuis 1977 et condamné à 14 ans de détention. Sands veut relancer le mouvement de grève de la faim et, cette fois-ci, d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la mort. Il recueille les noms de 70 volontaires prêts à l'accompagner dans cet ultime combat. Bobby Sands est le premier à jeûner à partir du 1er mars 1981. Un nouveau gréviste doit rejoindre le mouvement toutes les deux semaines.

Avant de mourir le 5 mai après 66 jours de grève de la faim, Sands est élu député de la circonscription de Fermanagh et de Tyrone sud le 9 avril, un poste qu'il n'occupera jamais. Lorsque le mouvement de grève est interrompu en août 1981, neuf autres personnes sont mortes de faim.

Pendant les sept mois que dure la grève de la faim, la province s'enflamme, les assassinats de part et d'autre se succèdent. Nombre d'entre eux touchent la population civile. Peu après la mort de Bobby Sands, 5000 étudiants manifestent à Milan et brûlent le drapeau britannique ; à Gand, des étudiants envahissent le consulat britannique ; à Paris, des milliers de personnes manifestent, à Nantes, St Etienne, Le Mans, Vierzon et St Denis, on inaugure des rues Bobby Sand ; à Oslo, des individus jettent un ballon rempli de sauce tomate en direction de la reine d'Angleterre. Partout dans le monde l'émotion est forte et le gouvernement Thatcher est montré du doigt.

En 1983, Londres accepte enfin les "cinq exigences" posées par l'IRA (dont celles d'être exempté du port de l'uniforme de prisonnier de droit commun ou de devoir travailler en prison). Le statut de prisonnier politique ne leur est

cependant toujours pas octroyé. Jusqu'aux années 90, les membres de l'IRA seront présentés par les conservateurs et les médias britanniques comme un groupe de "délinquants" et de "criminels".

Un tournant politique

Ces sept mois tragiques peuvent être vus comme un moment-clé du combat nationaliste. La lutte armée sera certes maintenue jusqu'aux accords de paix signés entre les parties belligérantes en 1998 (*Good Friday Agreement*). Toutefois, cette grève de la faim aura permis de politiser une population irlandaise jusqu'alors aveuglée par la violence sectarienne ou apathique. Bobby Sands et ses camarades auront affermi par leur action la conscience d'appartenance nationale au sein du camp républicain. Davantage, l'élection de Bobby Sands à la Chambre des Communes aura constitué bien plus qu'un acte symbolique. Une classe moyenne républicaine prend alors conscience qu'une Irlande réunie et indépendante est à la portée du bulletin de vote. A partir des années 80, la bourgeoisie catholique commence à voter en masse pour le Sinn Féin (l'organe partisan républicain, proche de l'IRA). Ce soutien ne s'est pas démenti à ce jour. On peut estimer que la solution politique négociée de 1998, qui permet aujourd'hui aux ennemis d'hier de cogérer ensemble la province, a paradoxalement pour origine les terribles événements de l'été de 1981.

Le film de Steve McQueen ne le montre pas et c'est regrettable : Bobby Sands n'était pas un personnage mystique et narcissique. C'était au contraire un militant intelligent et rationnel, un écrivain, un poète, un musicien. Dans ses écrits de prison qu'il nous a légués, il affirmait : "*Je ne suis qu'un gars de la classe ouvrière, du ghetto nationaliste, mais c'est la répression qui crée l'esprit révolutionnaire de liberté. Je ne cesserai mon combat que lorsque j'aurai achevé la libération de mon pays, que lorsque l'Irlande sera devenue une république souveraine, indépendante et socialiste*".



Les dix membres de l'IRA qui ont mené la grève de la faim jusqu'au bout :

- Bobby Sands, 27 ans, 66 jours de jeûne (1er mars-5 mai 1981)
- Francis Hughes, 25 ans, 59 jours (15 mars-12 mai 1981)
- Raymond McCreesh, 24 ans, 61 jours (22 mars-21 mai 1981)
- Patsy O'Hara, 23 ans, 61 jours (22 mars-21 mai 1981)
- Joe McDonnell, 29 ans, 61 jours (9 mai-8 juillet 1981)
- Martin Hurson, 24 ans, 46 jours (28 mai-13 juillet 1981)
- Kevin Lynch, 25 ans, 71 jours, (23 mai-1er août 1981)
- Kieran Doherty, 25 ans, 73 jours (22 mai-2 août 1981)
- Thomas McElwee, 23 ans, 62 jours (8 juin-8 août 1981)
- Michael Devine, 27 ans, 60 jours (22 juin-20 août 1981).



Une scène du film britannique de Steve McQueen, "Hunger"

Ahalkegarria

Kiskil

Kiskil kezkatua agertu da jakin duela-rik Kepa Junkerak eskuratua zuela 702 000€ EAEtik! Gogoetak sortzen ditu holako berri batek. Euskal Herrian, kultur arloan, isilean, hainbeste pertsonen lan egiten dutelarik, dantza, bertsolari-tza, antzerkia... bultzatzeko.

Zer da garrantzitsuena, euskal kultu-raren alde? Diru zama handi bat per-sona baten proiektua laguntzeko, hala diru zama hori erabili hamarnaka proiektu sustatzeko? Dударik gabe bigarrenari eman nezake. Jakinez, gaur egun zaila dela Hego eta Iparraldearen arteko kultur trukaketa hori plantan jartzea. Mila arazoengatik, entzuten da: euskara ez da berdina - antzerki ema-naldi edota bertso saio baten antolatzea garestia da, ez da aski sartze izanen ekitaldia ordaintzeko eta abar...

Gogoan dut, duela zenbait urte, EAEk, Herriz-Herri deitua izan zen eki-mena, bultzatu zuela. Ipar eta Hegoal-deko antzerki taldeak Euskal Herri osoan ibiltzeko. Diru laguntza baten bidez proiektu bat plantan jarri zuten, euskal antzerkia ezagutua izan zedin bi eskualdeetan. Horri esker, hemen, talde profesional batzuen ezagutzeko parada izan genuen, horietarik bat, orduetan famatua zena: Maskara taldea. Hemen-go antzerki taldeak ere ibili ziren Hegoal-dean, horrela Iparraldeko antzerki tal-deen ezagutarazteko parada bazelarik. Beti garai horretan, EAEk diru laguntza bat eman zuen, amateur taldeek, diru gutti izanez eta laguntza izpirik ez eskuratuz hemengo erakundeetarik, material teknikoak erosteko parada izan zuten, Euskal Antzerki Taldeen Biltzar-raren bidez.

Hauek dira adibide hoberenak, egiaz-ko euskal kulturaren bultzatzeko eta laguntzeko proiektu konkretuak, herri-koikiak, nazional ikuspegi batekin.

Gaur egun zertan gira?

Fauxto Karrosa, Antton Lukuren obra ikusi dutenek erantzun batzuk eskuratu dituzte. Hain segur ez direnak denek gustukoak izanen! Toberen oinarriak horretan finkatuak izanez, kritika botatzea gertakari batzuei buruz, gogoeta eta eztabaida bat sortzen delarik euskal jendartearen.

□

DEMOAK

Presoen alde!

Le dimanche 28 Décembre 2008 à midi, les DEMO, mouvement basque de désobéissance civile, organiseront un repas de soutien aux prisonniers politiques basques.

Repas de soutien aux prisonniers politiques basques à Mouguerre-Elizaberri

2008ko abenduaren 28an igandean, DEMO desobediencia zibileko mugimenduak, euskal preso politikoak eta haien familiak sustengatzeko bazkari bat antolatuko du, Elizaberri Mugerreko Ibar trinketearen.

Euskal preso politikoaren eta haien familien eskubideen errespetua, hasieratik DEMO mugimenduaren aldarrikapen nagusi bat izan da.

Besta garai huntan, gure elkartasuna adierazi nahi izan diegu hurbilketaren alde, preso politiko estatusaren ezagupenaren alde, gatazka armatuaren eta haren ondorioei amaiera emaiten duen aterabide elkarriketatuaren alde indarra eraman dutenei.

Lecture politique sur la situation du Pays Basque et du combat abertzale

Aurten, helburu nagusietako bat izanen da, azken hilabeteotan preso politikoetarik lauk ozenki jakinarazi duten mezua publikoki zabaltzea.

Kepa PIKABEA, TXELIS, Carmen GISASOLA eta Joseba URROSOLOK, idatzi ugarien bitartez adierazi duten Euskal Herriaren egoeraren eta borroka abertzalearen irakurketa politikoak, DEMOen azterketarekin pundu amankomun ainitz ditu.

Irakurketa politiko horrek gaur egun borroka armatua tresna kontra-emankorra dela adierazten du -iragana gaitzetsi gabe-, gure indar harremana ahultzen duena eta Estatuena indartzen.

Pour un débat démocratique, débarrassé des tabous et des invectives de toutes sortes

Lau preso hauek ezker abertzale osoaren zinezko barne eztabaidara deitzen dute, eztabaida demokratikoa, hitz iraingarrietatik eta tabuetatik kanpo. Pentsatzen dute Lizarragarazi eta Loiolako su etenen haustek hanka sartze estrategiko larriak direla, gaur pairatzen ditugunak. Erraiten dute, denok gure baitatik strategi burujabetzazale zibil bateruntz joan behar girela ahal bezain fite, bat eginez eta elkartuz, herri honen eraikitze indar alimalea azkenean ahalbidetzeko gisan, ezker abertzale parte hartzaile batekin eta bere aniztasun eta aberastasun osoarekin.

2008ko abenduaren 28an, igandean, mezu hori zabalduko dugu, gure sustengua publikoki azalduko diegu ezker abertzaleko 4 militanten politiko haureri eta gure elkartasuna ekarriko diegu preso politiko guzietari eta haien familiari.



PS : pensez à vous inscrire pour réserver vos places et faciliter l'organisation du repas, en téléphonant au 05 59 46 10 82 ou en envoyant un e-mail avant le 26 décembre à l'adresse suivante : harremanak@demoak.org



Déphasages administratifs (2/2)

Entre "découpages" arbitraires, ressentis, réalités de vie...
petite revue du ou des "territoires"

(Suite de la Fiche Technique du 27/11/08)

Plusieurs "lectures" du territoire :

✓ **Géographique** : un concentré d'espaces divers (montagne/littoral, rural/urbain)

✓ **Collectivités locales** : 158 communes, 2967 km², environ 290 000 habitants en 2008, 21 cantons (département), 9 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération (BAB).

✓ **Un Pays Basque "français" intégré dans un ensemble d'échelles institutionnelles** : Département des Pyrénées-Atlantiques / Région Aquitaine / Etat Français...

✓ **3 provinces historiques** (Lapurdi, Baxe Nafarroa, Xiberoa) formant le Pays Basque "nord" (Iparralde) au sein d'Euskal Herria (le Zazpiak bat)

✓ **Un "pays" aujourd'hui au sens de la loi Pasqua/Voynet** : un "territoire de projet" avec un mode de gouvernance spécifique (Conseil de développement / Conseil des élus).

✓ **Une réalité euro-régionale** de plus en plus forte dans une Europe en construction : l'émergence d'une conurbation



transfrontalière, des échanges transfrontaliers de plus en plus normalisés...

Plusieurs "vécus" sur ce territoire :

✓ **La réalité de l'organisation de l'administration française** mis en place au cours du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle marque les comportements (référentiel juridique, historique, culturel... de l'Etat-nation français) ;

✓ **L'identité basque**, son histoire, ses réalités culturelles (langue, patrimoine, mode de vie, activité rurale, liens histo-

riques avec la Navarre, le Gipuzkoa...), ses relations actuelles avec ceux du "sud"... marque profondément le sentiment d'appartenance au territoire d'une majorité des habitants, ses dynamiques sociales, économiques...

✓ **Le Pays Basque d'aujourd'hui** c'est donc autant de vécus, autant de représentations du territoire, entre :

- ✗ basques / "non basques"
- ✗ résidents d'origine / nouveaux résidents
- ✗ résidents permanents / résidents ponctuels (tourisme)
- ✗ pays basque rural / pays basque urbain
- ✗ réalités socio-économiques différentes des habitants, les mobilités domicile/travail/formation/loisirs
- ✗ les réalités urbaines : continuité urbaine de Capbreton à... Donosti, porosité bassin Seignaux/dacois et bayonnais, périrubanité...
- ✗ poids de l'organisation administrative / perception de l'identité locale

Données issues de www.lurraldea.net

L'Agenda de la Fondation

LE BLOG DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

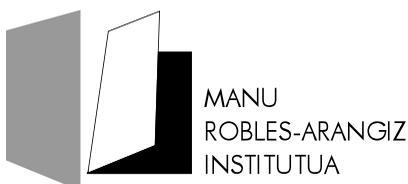
Base de données utile!

Afin de faire découvrir *Alda!*, de nombreux articles sont disponibles et classés par thèmes (Transport, Abertzale et syndicaliste, Municipales, Economie à contre-courant, Commerce Equitable, Agriculture, Ecologie, Euskaraz Bizi, Vidéos, etc.) sur notre Blog.

Vous y trouverez aussi toutes les modalités pour faire abonner autour de vous les personnes qui ne reçoivent pas encore *Enbata-Alda!* à la maison.



*Alda!*ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
*Alda!*ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Avancée en Irlande du Nord

Le transfert de la compétence police et justice de Londres à Belfast était prévu par les Accords de St Andrews. Après des mois de discussions, DUP et Sinn Féin sont enfin parvenus à un premier accord sur ce sujet on ne peut plus épineux.

APRES une panne de plusieurs mois, due à la difficulté de concilier les positions des deux parties gouvernantes —DUP et Sinn Féin— le processus prévoyant le transfert de la gestion de la police et de la justice de Londres à Belfast est à nouveau en marche. Du même coup, c'est l'ensemble des institutions autonomes, en stand-by depuis 152 jours dans l'attente d'un accord, qui se remet à fonctionner, éloignant la perspective d'élections autonomiques anticipées, un moment envisagées pour dénouer la crise. L'accord ne prévoit pas de date précise pour le transfert du pouvoir policier et judiciaire et les observateurs ne s'attendent pas à une mise en place avant l'automne 2009.

Pourquoi tant de temps? C'est que, même si le principe du transfert de la

compétence est sans doute acquis, il ne sera pas facile de parvenir à un consensus entre le DUP et Sinn Féin sur la composition des autorités policières et judiciaires et la nomination des hauts responsables des deux institutions.

On se souvient de la difficulté des négociateurs du Sinn Féin à faire avaliser les Accords de St Andrews par le parlement du parti. La pierre d'achoppement était précisément les conditions du transfert de ces deux compétences et les craintes sur les modalités de nomination et de fonctionnement des futures autorités policières et judiciaires autonomes. Car si l'autorité sera nouvelle, les policiers et les juges dont le passé répressif a laissé des traces indélébiles dans de nombreuses familles catholiques, seront ceux d'aujourd'hui,

unionistes à plus de 80%. On se souviendra aussi de l'appel lancé par 200 anciens prisonniers de l'IRA à sanctionner la «trahison» du Sinn Féin au lendemain de la ratification des Accords de St Andrews. Dans ce contexte, on peut comprendre que les militants qui, pendant un siècle, ont eu tant à souffrir des policiers et des juges britanniques, exigent des garanties quant à l'impartialité des nouvelles institutions. Dans le camp d'en face, le risque de voir tomber ces deux institutions aux mains de «terroristes à peine reconvertis» tient du cauchemar.

La solution viendra sans doute de la nomination de personnalités n'appartenant pas aux deux formations ennemies. Ainsi John Larkin, catholique de Belfast-ouest, professeur de droit au prestigieux Trinity College de Dublin,

serait pressenti pour occuper le poste stratégique de procureur général. Il n'est pas politiquement marqué. Le poste non moins sensible de ministre de la Justice irait à une personnalité comme David Ford, leader de la coalition Alliance, ou à l'avocat Alban Maginness, membre du petit parti SDLP. Quoi qu'il en soit, les plus pressés à voir le transfert achevé et les deux autorités mises en place, sont les responsables du DUP. Ils craignent en effet que le sujet ne soit un enjeu majeur de la campagne des élections européennes de juin prochain. Leur hantise est d'être débordés sur leur droite par Jim Allister, leader du MEP, né d'une dissidence du DUP à la suite des Accords de St Andrews, qui ne se privera pas de faire campagne sur le thème des «abandons et trahisons» du DUP.

PRESO

■ **Ici on torture.** Les arrestations effectuées au Sud entre le 10 et le 18 décembre, douze en trois mois, ont soulevé les critiques des observateurs, dont le TAT, organisation contre la torture. En effet, plusieurs jeunes ont déclaré avoir été torturés durant leur garde à vue au secret. Or, il se trouve que le 12 décembre, le gouvernement espagnol a adopté un «Plan des Droits Humains» inspiré du «protocole Garzón», du nom du fameux juge. Il y est désormais prescrit: l'enregistrement de tous les interrogatoires, la visite d'un médecin personnel et l'immédiate information des familles. Aucune de ces dispositions n'a été respectée. De là à penser que ce Plan, présenté le 12 à l'ONU, et mettant selon ses promoteurs l'Espagne au niveau des pays scandinaves, ne soit que de la poudre aux yeux, il n'y a qu'un pas que le TAT n'a pas hésité à franchir.

■ **Crainte des presos.** Des dizaines d'ex-preso, ayant été liés à ETA, ont tenu le 18 décembre une conférence de presse au fronton d'Usurbil. Ils y ont dénoncé l'actuelle politique pénitentiaire

de l'Espagne. A la dispersion, le gouvernement ajoute aujourd'hui le rapprochement du Pays Basque des prisonniers contestant la politique d'ETA. Par ce biais, les Espagnols recherchent «l'annihilation» du Collectif des presos, lequel reste proche d'ETA.

■ **On juge des choix politiques.** Procès peu banal, celui qui se tiendra du 8 au 29 janvier devant le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque (TSJPV). Le Lehendakari de la Communauté autonome, Ibarretxe, le candidat socialiste à son poste, Patxi Lopez, le dirigeant PSOE Rodolfo Ares, et cinq dirigeants de la gauche abertzale, dont Arnaldo Otegi et quatre détenus risquent de neuf mois à quatre ans de prison pour «désobéissance» à cause de réunions, où les cinq derniers représentaient un parti politique interdit.

Ces audiences, initialement prévues le matin, pourront avoir lieu également l'après-midi. Comme le note joliment Gara, «le président Ibarretxe ne pourra gouverner en janvier que les vendredi

et les fins de semaine». Vous pourrez assister au procès, grâce aux trente sièges réservés au public. En téléphonant au 94 40 16 528 et en espérant que le tirage au sort effectué par le greffe du TSJPV vous soit favorable...

*

L'événement n'a pas été médiatisé. Il n'est pourtant pas anecdotique. Deux partis politiques ont été récemment déclarés «organisations terroristes» par le Parlement européen! Il s'agit des partis abertzale interdits en Espagne, EHAK et ANV. Leurs membres sont connus, dirigent plus de 40 municipalités et occupent 9 sièges au Parlement basque. Le PP ferraille actuellement contre le PSOE pour les destituer.

■ **Lourd pour Lorentxa et neuf autres.** La cour d'assises spéciale a condamné lourdement les dix membres présumés de l'appareil logistique d'ETA. Commencé le 9 décembre, le procès s'est achevé le 18 par la condamnation à 19 ans de réclusion d'Iñaki Esparza, considéré comme le chef du réseau, à 17 ans pour sa com-

pagne et mère de leur enfant, Lorentxa Guimon, à 15 ans pour Iñigo Elizegi, responsable de la fabrication des bombes, à 10 ans pour Kandido Sagazazu, Jon Mikel Ilarramendi, Joxe Luis Campos et Inoxente Soria, à 6 ans pour Ismaël Berasategi, Mikel Uzkudun et Igor Letona. La cour a prononcé la compression des peines pour Campos et Guimon, cette dernière, citoyenne française, était la seule à ne pas connaître l'interdiction du territoire. Les accusés, muets durant le procès sauf une déclaration justifiant la lutte armée et un tonitruant «Gora ETA!» d'Esparza, étaient absents pour la sentence. Ils avaient refusé de se soumettre une fois de plus à la fouille corporelle intime.

■ **Sursis sémantique pour Iñaki.** Le juge de Belfast Tom Burgess a repoussé sa décision concernant l'extradition d'Iñaki de Juana. Il veut savoir si l'expression «Aurrera Bolie!» par laquelle se termine la déclaration imputée à de Juana est synonyme de «Vive la lutte armée». Lecteurs d'Enbata, à vos plumes...

Enlèvement et chantage policier

L'AFFAIRE révélée lors d'une conférence de presse le 19 décembre par Askatasuna et Oroït eta Sala rappelle brusquement les mauvais souvenirs du GAL et de la période franquiste.

Réfugié depuis près d'un an à Domezain, Juan Mari Mujika était parti ce jeudi 11 décembre faire des courses à

Saint-Palais. Au moment de reprendre sa voiture, il est abordé par deux hommes qui paraissent être des policiers. Invité à entrer dans leur véhicule, il se trouve en compagnie de deux autres hommes qui s'adresseront à lui en castillan. Emmené au village voisin de Pagolle, les quatre hommes le menacent et finissent par lui demander

de «collaborer» avec eux à l'avenir. Comme il ne répond pas immédiatement, les ravisseurs se concertent: ils vont le relâcher, mais il devra se rendre le soir même, à 19h, à un rendez-vous pour consacrer leur accord. Juan Mari s'en gardera bien, et avertira amis et avocate. Celle-ci, Maritxu Paulus-Basurco, l'engage à porter

plainte pour séquestration, violences et menaces. Le 19, le parquet de Bayonne décide d'ouvrir une enquête...

Le milieu abertzale pense avoir affaire à une tentative d'intimidation des services policiers espagnols. Juan Mari est le père d'une militante de Segi, incarcérée à Pampelune.

In statu quo ante

Après le meurtre d'Inazio Uribe, le panorama politique des prochaines élections se dessine

AHT gelditu, la plate-forme écologiste anti-TGV, a déclaré le 17 décembre qu'elle se «démarque» du meurtre du chef d'entreprise Inazio Uribe par ETA. Sa prise de position était très attendue, plusieurs associations membres de ce collectif, ayant manifesté de très dures critiques. AHT gelditu a mis quinze jours pour prendre position. Il reconnaît l'intensité des débats en son sein depuis le 3 décembre et indique: «Nous

ETA. Pour l'instant, aucun des groupes ou des mouvements sociaux qui composent le collectif n'a annoncé qu'il le quittait. Les semaines ou les mois qui viennent diront ce qu'il en est de son futur impact social qui, pour l'instant, reste relativement faible. La municipalité d'Azpeitia est toujours officiellement dirigée par un maire ANV, émanation de l'ex-Batasuna. Eusko Alkartasuna n'a toujours pas signé la motion de censure

majorités de gauche aux Cortés et au Sénat viennent de rejeter la proposition du PP de dissoudre les 42 municipalités dirigées par l'ANV.

Décision de dissolution

Le 22 décembre, la Cour suprême a annoncé la teneur de sa future décision de dissolution. Elle demande aux 125 mairies basques où l'ANV est présente, aux juntes d'Alava et de Biscaye et à la présidente du parlement basque, de transmettre la

sa décision aux juntes électorales chargées d'organiser les élections autonomiques de mars et empêchera toute candidature d'ANV ou de EHAK. La liquidation du patrimoine des deux organisations politiques est également engagée.

Toutefois, le principal effet politique de l'assassinat d'Inazio Uribe se situe ailleurs. Les efforts mis en œuvre depuis plusieurs mois par quelques dirigeants de la gauche abertzale pour constituer un «pôle souverainiste» susceptible à terme de fédérer une gauche abertzale plus ouverte et un parti comme EA, sont réduits à néant. Les conversations «discrètes» sont au point mort. Le but était de faire contre-poids à la dérive autonomiste du PNV qui se pose désormais en grand gestionnaire et rempart inébranlable face à la crise économique. Il met en avant le transfert partiel et récemment obtenu des compétences en matière de recherche et développement pour démontrer sa détermination et ses moyens.

Le scrutin de mars s'annonce relativement difficile pour les forces abertzales: EA et PNV présentent des listes séparées et la mouvance Batasuna n'aura d'autre ressource que d'appeler à l'abstention ou à un vote blanc-nul. Ce qui à la sortie fera un déficit de plus de 100.000 voix dans le camp basque et un risque de voir les deux partis espagnols arriver en tête.

Mais l'euphorie est ailleurs. Le tirage de Noël de la «Lotería nacional» espagnole a fait de nombreux heureux en Hegoalde. Le champagne coule à flots. Comme disait le poète latin Juvénal, il y a près de 2000 ans: au forum, ils demandent d'abord «Panem et circenses», du pain et des jeux!



Manifestation contre l'illégalisation d'ANV à Bilbo en mai 2007

nous démarquons de l'attentat d'Azpeitia et affirmons clairement que nous recherchons la participation sociale la plus large possible par des moyens purement pacifiques». AHT gelditu reste donc très neutre et se garde de «condamner» ou de «rejeter» ce qu'il qualifie prudemment «d'attentat mortel» sans citer

que présente le PNV et visiblement préfère attendre la décision finale de la Cour suprême. La municipalité d'Azpeitia devrait revenir dans le giron du PNV, si EA signe la motion. Mais le maire n'étant plus officiellement ANV du fait de la dissolution du parti, un tour de passe-passe est toujours possible. D'autant que les

dissolution exigée par le gouvernement. L'issue finale de cette procédure ne fait plus aucun doute. Les élus ANV et les 9 députés d'EHAK pourront toujours siéger en tant que non inscrits et non plus en tant que groupe, avec des droits politiques et des moyens financiers amoindris. La Cour suprême a en outre transmis

Pour ne pas manquer un seul numéro en 2009

ou pour offrir les plus belles des étrennes à un(e) ami(e)...

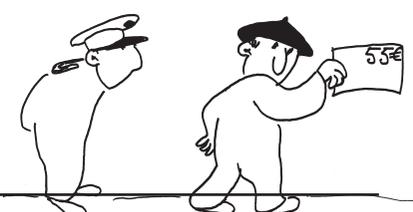


un abonnement à Enbata!

Complétez le coupon-réponse ci-dessous et retournez le avec votre règlement de 55 € à Enbata, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne

COUPON D'ABONNEMENT:

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Ville : Code postal : Téléphone : E-mail :



Les virtuoses de l'identité : Religion et politique en Pays Basque (3^e partie)

La semaine dernière, dans son analyse du livre de Xabier Itçaina, Piarres Ainciart a rappelé comment l'auteur traite de l'engagement d'une partie du clergé basque agissant contre l'Etat et s'arrogeant le droit de représenter le peuple basque.

Après les chapitres de la tradition et de la filiation, le livre aborde ceux de la rébellion et de la médiation.

Chapitre III: la rébellion

NOUS sommes dans les années 60, et c'est là-bas la naissance d'ETA, ici, du mouvement Embata. Impossible de résumer honnêtement en quelques paragraphes une période aussi complexe et aussi cruciale. La tutelle religieuse va conti-



Xabier Itçaina

nuer de s'exercer mais de moins en moins. Et voici l'arrivée d'une nouvelle génération de prêtres engagés et très critiques vis-à-vis de la hiérarchie ecclésiastique et qui, dans un apparent paradoxe, va contribuer à la sécularisation de la militance abertzale. Au Sud, passage du PNV à ETA. La religion, dans un régime très autoritaire, offre au franquisme l'avantage de rendre moins insupportable le souvenir d'un acte fondateur violent. Une légitimation réciproque conduit inévitablement à la signature d'un Concordat, le 27 août 1953. L'anticommunisme commun aux deux pouvoirs a aussi compté dans cet accord. Le régime est soutenu par l'épiscopat, mais au nom de la liberté d'information et de l'apostolat ouvrier, les critiques se font plus vives. Le diocèse de Vitoria est démantelé, c'est l'heure des règlements de comptes, et un collectif de prêtres basques demande au Vatican d'y regarder de plus près dans l'attitude du pouvoir franquiste dans son aide apportée à une Eglise trop choyée. La contestation de beaucoup de prêtres se radicalise de plus en plus, au moment où les militants Action catholique poursuivent leur tendance à la sécularisation. Le 30 mai 1960, lettre de 339 prêtres, cosignée par 10.000 chrétiens de Biscaye, pour rappeler à l'Eglise son rôle prophétique. Pendant ce temps, l'ETA naissant, luttant contre la répression, reproche à la vieille génération la mollesse de son opposition au régime. Il faut noter que les premiers militants radicaux consultent en 1965 un collectif de prêtres pour savoir si la violence est légitime. En 1968, multiplications d'arrestations de prêtres. C'est la Biscaye qui se montre la plus déterminée contre le franquisme: occupation du Séminaire de Derio: le groupe rebelle souhaite une Eglise pauvre, libre, dynamique et indigène. Puis ce sera la

révolte des prêtres prisonniers à Zamora, et l'incendie de la prison. Dans cette contestation de plus en plus virulente contre l'Eglise établie, Xabier Itçaina voit la manifestation d'une première théologie de la libération non encore formulée. ETA de son côté, se trouve dans une phase d'affirmation tiers-mondiste. On regarde du côté de Cuba, de l'Angola, de l'Algérie. ETA veut que le marxisme serve aussi la cause nationale. En Pays Basque de France, c'est avec le mouvement Embata, à partir de 1960, que le nationalisme prend véritablement son départ, en étant d'ailleurs dans ces débuts assez largement inspiré par la religion: l'identité entre catholicisme et identité basque est établie. A la Libération, une troisième voie, celle de la démocratie chrétienne, s'installe petit à petit dans le paysage politique basque, avec, lors d'élections, l'alliance avec une forte sensibilité «basque», ce qui permet à un notable MRP déjà bien implanté, Jean Etcheverry Ainchart, d'être élu. L'hebdomadaire *Herria* soutient le MRP. C'est plus plus tard que viendra la vague gaulliste. Du côté d'Embata, on passe à l'offensive, le premier numéro est distribué lors d'une réunion de l'Euskaltzaleen Biltzarra, dont, paraît-il, certains membres se sentaient l'âme nationaliste à la fin des repas! Frayeur scandalisée et rupture, c'est à ce moment-là que le n a remplacé le m. Et lorsque le Docteur Labéguerie fut élu député, grâce en grande partie à l'active campagne des militants d'Embata, ceux-ci sentirent dès le soir des résultats que le nouvel élu allait opter pour une stratégie plus modérée. Et c'est le fameux Aberri Eguna du 15 avril 1963, à Itxassou, en présence de quelques élus, dont Labéguerie et Errecart. Est proclamée notamment la nécessité de la «la formation d'une région politique, administrativement et culturellement autonome, rassemblant les sept provinces basques, et fédérée aux autres entités européennes». Ce fédéralisme, inspiré en grande partie de la sensibilité démocrate chrétienne, est revendiqué par *Herria* et passionnément soutenu par Etienne Salaberry, avant qu'il ne soit effrayé par le nationalisme des «*Jeunes Turcs*» d'Embata. Etienne Salaberry qui, sans doute en partie parce qu'il était prêtre, était selon moi un penseur affectif plutôt qu'un véritable philosophe (que ses disciples et Heleta me pardonnent!) a écrit cette phrase étonnante et si révélatrice de l'opinion des Basques traditionalistes, très attachés au postulat de la petite patrie dans la grande: «*Si la petite patrie représente l'espace affectif indispensable au développement de la sensibilité, la grande patrie représente l'espace rationnel nécessaire à l'efflorescence de la culture*». Cela dit, *Enba-*

ta fonde encore son fédéralisme dans la foi à l'Europe. Mais peu à peu, *Enbata* se sécularise et s'oppose, au nom d'un prophétisme teinté d'une idéologie de lutte des classes, à une Eglise qu'elle juge installée dans les inerties institutionnelles, et trop soumise à l'Etat. Jean-Louis Davant, dans un article intitulé «*Foi et politique*», affirme notamment que l'Eglise n'a pas à obéir à l'Etat. Et c'est à l'intérieur même de l'institution ecclésiastique, au Grand Séminaire, qu'éclate en octobre 1967 «*L'affaire basque*». Plusieurs séminaristes demandent que leur formation au sacerdoce intègrent leur culture à eux. Eloignements, renvois, démissions. La sécularisation s'accélère. D'autres clercs choisissent d'agir à l'intérieur de l'institution, notamment pour accueillir les réfugiés politiques: accueillir est un acte chrétien et la fraternité est justifiée par l'ethnicité. Création d'Anai artean, avec la figure de proue de l'abbé Larzabal. Puis voici Herriarekin, où quelques prêtres viennent appuyer les grévistes de la faim d'Hendaye. Ensuite le procès de Burgos, qui va susciter une mobilisation mondiale. Présence toujours active des chrétiens, avec le groupe «*Fededunak-Les croyants*», le groupe Témoignage chrétien, qui désire qu'une délégation des familles des accusés soit reçue par Paul VI. Démarche sans suite. Première mesure d'éloignement de certains réfugiés. Prêtres, séminaristes, laïques s'activent. Devant les refus et les prudences, on a recours aux grèves de la faim en la cathédrale de Bayonne où l'on assistera au fameux affrontement entre Monzon et Mgr Vincent. La grève de la faim est l'arme du faible contre le fort et la violence exercée contre soi est destinée à dénoncer, en la culpabilisant, la violence d'un pouvoir plus fort. Il faut se rappeler que Monzon, qui affirme sa foi chrétienne face à l'évêque, prend la défense du faible dont les droits sont niés, exerçant ainsi, comme dit X. Itçaina, une citoyenneté religieuse. Bref, ces grèves de la faim (il y en eut quatre entre mars 1970 et janvier 1974) constituent la protestation la plus forte contre les expulsions des réfugiés politiques. Dans cette protestation assez largement partagée, une partie du clergé basque prit sa part active, en s'insérant dans des mobilisations aux formes multiples dans lesquelles la politique, la culture, l'action syndicale et religieuse étaient souvent étroitement unies.

Chapitre IV: la médiation

Le nationalisme basque est désormais complètement sécularisé, mais l'Eglise, malgré d'incessantes remises en question et peut-être grâce à celles-ci, demeure un acteur très important au sein

de conflits jamais terminés. Quelques faits et remarques dans un impossible résumé. «*La médiation religieuse repose sur un acte de foi*» dans la capacité des individus à surmonter leurs querelles, comme le rappelle l'auteur. Et cette espérance s'appuie sur le message d'amour évangélique. Il faut rappeler aussi que le parti au pouvoir, le PNV dans sa référence à la démocratie chrétienne ne peut être que proche, en principe, de l'Eglise. Curieusement, Herri Batasuna, très marqué par le marxisme léninisme, se montrera très demandeur et même exigeant vis-à-vis de l'Eglise. En février les trois évêques nommés à la tête des diocèses de la Communauté autonome sont d'origine basque. Le 25 octobre 1979, référendum sur le statut d'autonomie: soutien des évêques basques et catalans, qui s'adaptent aux nouvelles données politiques. La Coordination des prêtres du Pays Basque (Euskal Herriko Apaizen Koordinakundea EHAK) se montrera vigilant et critique, notamment sur la question de l'amnistie et de la légalisation de tous les partis basques. L'Eglise cherche toujours la voie de la réconciliation en encourageant un mouvement social pour la paix, dans l'espoir d'un dépassement du clivage abertzale-non abertzale. Les moines franciscains d'Arantzazu sont très actifs dans cette recherche de la paix (Baketik), dans un Pays basque qui est le leur. Basta Ya, Elkarrri, Senideak, Gestoras pro amnistia, autant d'associations impliquées dans une recherche, toujours conflictuelle, d'une paix qui s'éloigne sans cesse. La question des prisonniers demeure une des principales pierres d'achoppement. Le président du gouvernement basque J. J. Ibarretxe rencontre le chef de la diplomatie vaticane, le Bordelais Mgr Tauran, afin «*d'analyser les perspectives présentes et futures d'une solution pacifique*». Et ainsi de suite, comme indéfiniment, la hiérarchie cherchant toujours une voie médiane, tandis que les prêtres d'EHAK, partisans d'une théologie de la libération, proclament: «*Nous sommes un Herri, et cette réalité doit orienter notre activité d'évangélisation*». Même combat pour Herria 2000 Eliza. Pour conclure, un peu brutalement sans doute, ce paragraphe, le mieux est sans doute de citer l'auteur de la thèse: «*Doit-on qualifier de vaine la tentation de médiation catholique? Nul ne sait, à terme, si les efforts réels déployés en termes de mise en dialogue porteront leurs fruits. Les surenchères souverainistes d'un côté, le blocage sur des postures répressives de l'autre... rendent l'issue du conflit incertaine*».

Piarres Ainciart



Appellations fantaisistes

MA tribune d'aujourd'hui fait suite à celle du mois de novembre sur le «Pays Basque». J'y rappelais la définition académique de l'appellation «Euskal Herria»: elle désigne l'ensemble des sept territoires historiques plus ou moins bascophones. Souvent l'appellation française ou castillane (Pais Vasco) est manipulée au profit d'idées erronées ou machiavéliques. Par exemple quand on oppose territorialement le «Pays Basque» au bloc «Béarn et Soule», l'on cumule plusieurs erreurs: l'on exclut la Soule de l'ensemble basque, l'on attribue l'exclusivité de l'appellation «Pays Basque» à deux des sept territoires concernés, et l'on occulte les noms de ces deux territoires: la Basse-Navarre et le Labourd. Si pour des raisons pratiques (discutables à mon avis, mais passons pour cette fois), l'on juge opportun de joindre la Soule au Béarn, il faudrait écrire «Béarn et Soule» d'un côté, «Basse-Navarre et Labourd» de l'autre. Sur ce dossier malin, je ne ferai pas d'autre commentaire aujourd'hui. Est également fautive, et pernicieuse à mon avis, l'appellation «Pais Vasco» de la seule «Comunidad autonoma vasca» (CAV), avec ses trois «Provincias Vascongadas»: Alava, Biscaye et Guipuscoa. Le pire est d'afficher sa carte seule, avec l'appellation monopolistique «Pais Vasco»

Jean-Louis Davant

excluant la (Haute) Navarre et les trois territoires basques d'Aquitaine. Autre pataquès: l'appellation de «Sud Pays Basque» appliquée à la partie méridionale du Labourd. Quels Martiens égarés ont pu l'inventer? Regardons une carte: à moins d'être sur une pla-

«Le Pays Basque est-il trop grand pour qu'on le découpe en tranches dont certaines porteraient le nom de l'ensemble»

nète éloignée, l'on voit bien que les pays de Baignori, de Cize et de Soule vont plus au Sud que leur compère maritime. Toute personne sensée parlerait spontanément de Sud Labourd, évitant de limiter le Pays Basque à un seul de ses territoires qui n'a jamais porté le nom de l'ensemble... Un jacobin cultivé reconnaîtrait au moins les trois «provinces» basques qui se trouvent dans la région Aquitaine, et pour le moment du moins dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Dès

qu'il est question du Pays Basque, faut-il automatiquement tomber dans l'irrationnel?

Même l'appellation de «Pays Basque Sud» appliquée à l'ensemble des quatre territoires faisant partie de l'Etat espagnol me paraît discutable. La côte maritime de la Biscaye est plus septentrionale que la Soule. Le Guipuscoa et la Biscaye sont au versant nord de la chaîne pyrénéo-cantabrique. Globalement la CAV n'est pas au Sud, mais à l'ouest de l'ensemble basque. Le Sud proprement dit est la (Haute) Navarre; et nos trois petites «provinces» basques de l'Etat français constituent le Pays Basque d'Aquitaine, comme l'écrivit un certain Arnaud Oihenart ou d'Oyhenart, dans le titre de son histoire des deux Vasconies, l'une étant qualifiée d'Ibérique, et l'autre d'Aquitaine. Depuis l'on a parlé à un certain moment de «Pays Basque péninsulaire» et de «Pays Basque continental».

Pour ce qui est des lois, le Pays Basque est aujourd'hui divisé en trois régions, comme s'il était trop grand: la «Comunidad Autonoma Vasca», la «Comunidad Foral de Navarra» et la partie basque de l'Aquitaine dont l'existence légale est encore dans les limbes. Au point de vue géographique, il s'agit bien d'Ouest, de Sud et je ne sais plus de quoi... Peut-être de Nord Navarre ou de Navarre Nord?

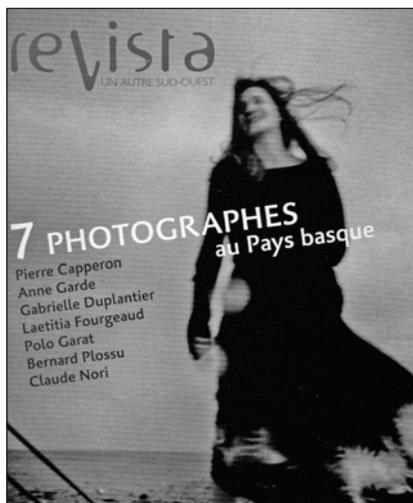
Sur votre agenda

Abendua:

✓ Samedi 27, à partir de 10h30, LEKUINE. Olentzero (toute la journée).

✓ Samedi 27, 21h, AINIZE MONJOLOSE.

Représentation de la pièce «Maitte Dugulako», tragédie moderne de Gérard Bagardie, avec un zeste d'humour. Soirée théâtre en basque en soutien à EHLG.



■ Jusqu'au 31 janvier, le Musée Basque présente une exposition de sept photographes qui nous proposent un regard différent, décalé ou surprenant sur le Pays Basque d'aujourd'hui dans un musée par essence tourné vers le passé.

Machiavélisme

(Suite de la page 2)

Cerise sur le gâteau, au cours d'un débat au Parlement basque, les députés socialistes votent contre une demande de libération anticipée des prisonniers gravement malades qui leur aurait permis d'être soignés correctement. Pour le PSOE, mourir de maladie en prison quand on pourrait être pris en charge dans les hôpitaux n'est pas contraire aux droits de l'Homme.

Abjecte est donc le mot qui convient le mieux à la politique du gouvernement Zapatero. Derrière l'apparence démocratique, il détourne une mesure humanitaire inscrite dans toutes les lois des pays libres, instrumentalise odieusement les Droits de l'Homme, les utilisant comme une arme contre les prisonniers, conditionnant leur application à une attitude préalable quand ces droits sont imprescriptibles. Où sont l'exemplarité et le comportement démocratique dans tout cela? Comment reconnaître la suprématie morale de l'Etat de droit et l'intégrité de ses dirigeants? Machiavel, en son temps, n'aurait pas fait mieux.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Avancée en Irlande du Nord 9
- In statu quo ante 10

Cahier n°2 «Alada» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr